

Périodiques non canadiens

ers, General Motors et autres titans, vont pouvoir monopoliser les meilleurs créneaux, avec des contrats de 52 semaines que les petits annonceurs ne pourront jamais se payer. Les petites marques, les petits détaillants incapables de signer des contrats à long terme seront refoulés vers les heures d'antenne les moins productives. Les grandes marques nationales vont laisser de côté la nouvelle station, et les petites entreprises se procureront le temps d'antenne par miettes, avec une efficacité concurrentielle dérisoire vis-à-vis des titans qui annoncent à B.C.-TV. Avec KVOS qui assure le service nécessaire dans le sud de la province, on dispose d'assez de temps pour que chacun ait les mêmes possibilités d'annoncer.

Des voix: Bravo!

Mme Holt: Ce point peut passer inaperçu à présent, mais vous tous qui siégez ici et qui donnez votre appui à ce bill mal conçu et dangereux devrez un jour répondre de ses résultats devant vos commettants.

Des voix: Exact!

Mme Holt: Je suis désolée, messieurs, mais je le dis avec beaucoup de tristesse. Il m'est très difficile de me tenir de ce côté-ci de la Chambre et de le déclarer, mais j'estime de mon devoir de le faire, à la fois vis-à-vis de mes commettants et de cette circonscription agrandie qu'est le Canada.

Des voix: Les gens de Vancouver disent la même chose.

Mme Holt: Si le bill est adopté, nous devons un jour en répondre, et moi-même devrai répondre des résultats.

Une voix: Vous n'avez rien à craindre.

Mme Holt: Vous avez tort, et j'estime que le bill risque plus de porter préjudice aux entreprises canadiennes que de les aider. Comme je l'ai dit, vous devrez répondre du bill C-58 si vous l'adoptez sans amendement. Si nous avions bien fait les choses au comité, nous n'aurions pas eu à consacrer deux semaines à ce bill, comme nous l'avons fait. Pourquoi ne pas composer?

Des voix: Bien dit!

Une voix: C'est de la faute du whip!

Mme Holt: Mais non ce n'est pas de la faute du whip. Le whip m'avait désignée, mais il ne peut être partout à la fois et il y a trop de comités.

M. Guay (Saint-Boniface): Bravo!

Mme Holt: Même les citoyens et les stations de télévision plus modestes peuvent ne pas se rendre compte des résultats inévitables. Tous ceux d'entre vous, que vous veniez de Halifax ou de Regina, ou d'autres petites villes du pays, pourrez constater ce qui se produira dans nos stations du fait que les marques nationales ne pourront plus annoncer que dans les grands centres. Je m'explique. Les annonceurs nationaux doivent avoir les principaux marchés, c'est-à-dire pour le Canada anglais, Toronto et Vancouver. Je ne connais pas assez la situation de la publicité au Québec pour en parler, aussi je m'en tiendrai à KVOS et au marché de langue anglaise. Si on augmente les tarifs de la publicité télévisée sur ces marchés, les annonceurs de marques nationales pourront les payer.

Les annonceurs des grandes marques nationales étendent leurs activités aux deux côtés de la frontière. Ils

doivent faire de la publicité dans les marchés importants, mais leur budget n'est pas illimité. C'est pourquoi, si le bill C-58 oblige les annonceurs canadiens à payer d'énormes augmentations à cause de l'attitude qui prévaut à Toronto et à Vancouver et qui prône la non-concurrence, cet argent doit venir de quelque part, et ce quelque part réside dans les budgets actuellement dépensés dans des marchés moins importants, qui vont de Saint-Jean et Halifax à Thunder Bay, Yorkton, Wingham—la circonscription du député de Bruce—Regina et Prince George.

De plus, si les annonceurs ne trouvent pas d'heures satisfaisantes dans les deux marchés importants, ils ne vont pas consacrer leur argent à faire des annonces à la télévision. Je dirai en passant que 30 secondes de film coûtent entre \$10,000 et \$25,000. C'est seulement parce que les marchés principaux achètent des minutes de publicité que les marchés secondaires participent aux bénéfices.

Ce sont là des faits économiques que les annonceurs principaux ou les agences de publicité seront prêts à y confirmer seulement si les députés sont prêts à mettre les choses en question et à se renseigner sur ce qui se passe au Canada.

J'ai dit, en parlant de la publicité, que ce bill protégeait la grosse maison d'édition et non l'auteur ou le talent canadien. Protéger *Reader's Digest* ne veut pas dire protéger les auteurs canadiens. Cela veut dire protéger des gens comme Norman Mailer, et on l'a dit en comité. Le bill protège le riche, la principale station du marché, au détriment du petit annonceur et de la petite station de télévision canadienne.

● (2100)

En outre, au détriment de la diffusion d'émissions américaines dans l'Ouest, KVOS-TV va supprimer aux artistes, aux animateurs, aux techniciens cinématographiques, aux écrivains et aux musiciens des media électroniques et de la production la possibilité de faire leurs premières armes dans ces domaines dans l'Ouest. Je veux parler de Calgary et de Vancouver. Cela représente un certain nombre d'emplois. C'est le plus grand studio de production et d'animation dans l'Ouest. Les films d'animation conçus à Vancouver sont distribués dans le monde entier. Canawest et KVOS (BC) Ltd travaillent pour Hollywood et pour l'Angleterre. Tous ces emplois seront perdus si le bill est adopté.

Toutes les modifications visant les éditeurs comportent des directives pour leur permettre de se canadianiser. C'est très bien. Nous avons la station KVOS-BC qui est prête à faire de même. Au fil des ans, elle a cherché des moyens de se canadianiser, mais le CRTC lui a toujours mis des bâtons dans les roues.

Dans le cas des media électroniques, nous leur claquons tout simplement la porte au nez et ne leur laissons aucune chance de se conformer aux directives et de se canadianiser, bien que ce soit là l'objectif de chacun d'entre nous. Je ne puis m'empêcher de penser que ce bill n'a pas été conçu pour le bien du Canada, mais dans un but irréflectible de destruction pour détruire les Américains qui sont venus il y a des années, souvent à notre demande. Je me souviens qu'à l'époque, on les sollicitait. Je revois des manchettes titrant «Une nouvelle industrie arrive au Canada». Les premiers ministres se vantaient d'y être pour quelque chose. C'est ainsi que KVOS est venue à Vancouver. Depuis, elle se comporte comme un véritable société canadienne. Pire qu'une république bananière, nous avons voulu la chasser. Il est facile de détruire et si difficile de construire.